



Bulletin des comités angevins du

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

« Demandez du travail, s'ils ne vous donnent pas de travail, demandez du pain, s'ils ne vous donnent ni du pain ni du travail, prenez le pain ».

Emma Goldman



DÉFENDRE LES RETRAITES !

Alors que la course de vitesse sur les retraites est engagée entre le pouvoir et le mouvement social, un appel large de personnalités, « Faire entendre les exigences citoyennes », en défense des retraites par répartition s'affirme comme un premier outil mis à disposition du monde du travail. L'appel pose en effet la question centrale de la répartition des richesses. Il reste aux mouvements syndical, social et politique à organiser et développer la mobilisation pour bloquer une fois pour toutes les Sarkozy, Medef & Cie.

Le 12 avril, Éric Woerth a commencé les réunions bilatérales avec les confédérations syndicales et le Medef. Le 14, le Conseil d'orientation des retraites (COR) devait rendre public son rapport.

Réunies une nouvelle fois le 29 mars, la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU, l'Unsa, la CGC et la CFTC ont décidé d'interpeller les salariés et le gouvernement sur les questions des salaires, de l'emploi et des retraites au travers d'une journée nationale de mobilisation le 20 avril, avec des initiatives décentralisées à apprécier localement et sous des formes diverses (conférence de presse, distributions de tracts, débats...). Il ne faudrait surtout pas en rester là !

Parce qu'il y a urgence. Depuis des années, patronat et gouvernement martèlent l'idée

que le déficit des caisses de retraites et l'allongement de la durée de la vie rendent inévitables l'augmentation de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de départ en retraite. Il faut donc à la fois convaincre que l'augmentation des salaires et la suppression du chômage permettent de résoudre la question et que seule la mobilisation permettra de stopper un gouvernement qui fonce malgré son discrédit.

Encore faut-il en être convaincu. Ce qui n'est malheureusement pas le cas de la CFDT, la CGC et la CFTC qui ne seraient pas contre une modification du système de répartition en introduisant différentes formes de capitalisation...

Encore faut-il être convaincant. Ce qui n'est pas encore le cas de la CGT, de FO ou de la FSU qui, tout en acceptant le débat anesthésiant voire mortifère dans le COR, ne préparent pas suffisamment, échouent encore à construire la mobilisation indispensable.

Il est inacceptable de laisser les structures syndicales locales prendre seules des initiatives décentralisées. Il faut se fixer l'objectif d'une vingtaine de gros meetings ou rassemblements à l'initiative de toutes les organisations, partis, associations, militants décidés à s'engager dès maintenant dans l'indispensable « tous ensemble », vers une

mobilisation et une grève générales. Le refus de l'allongement de la durée de cotisation et du report de l'âge légal de départ constituent une base minimum de construction de cette mobilisation.

Heureusement, des initiatives sont prises au niveau associatif et politique. En particulier, il est désormais possible de signer un texte en défense des retraites sur le site www.exigences-citoyennes-retraites.net, à l'appel d'un grand nombre de personnalités nationales (dont Olivier Besancenot).

L'objectif de ce texte est de contribuer à lancer publiquement le débat sur la question des retraites. Il pose en particulier la question centrale de la répartition des richesses. Certes, son objet n'est pas de proposer un plan de mobilisation. Il n'est pas signé par des organisations mais par des individus, associant à la fois des intellectuels, des militants syndicaux, associatifs et politiques.

Nous vous invitons à en prendre connaissance, à le signer et à le faire signer. Des initiatives sur cette question centrale des retraites seront prochainement prises à Angers. Nul doute que ce texte largement unitaire sera un outil pour développer la mobilisation et déclencher une contre-offensive qui puisse faire reculer Sarkozy, le MEDEF et les assureurs privés.

Infos locales



L'agenda rouge

Samedi 24 avril

Chernobyl Day à Angers (en début d'après-midi sur la plateau piétonnier), à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986), dans le cadre d'une action nationale de sensibilisation « Tchernobyl tue encore » et en soutien à l'Institut Belrad, seul organisme scientifique indépendant de l'industrie nucléaire qui aide les enfants irradiés.

Jeudi 29 avril

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU NPA 49
19h00 à « l'Oh ! Pucés »

Manif du 1^{er} mai
10h00 Place Leclerc

Mercredi 5 mai

Débat « **Crise du capitalisme, crise des institutions : quelle(s) alternative(s) ?** » organisé par Alternative Libertaire. 20h30 - salle Daviers, bd Daviers à Angers (près du CHU).

Jeudi 6 mai

Réunion publique du comité départemental **pour des États-généraux du Service public**. 20h00 - Bourse du Travail, salle Pelloutier, Pl. Imbach à Angers. En présence d'une personnalité du Comité National.

Samedi 15 mai

Concert de soutien aux demandeurs d'asile à la "Newhouse" (16 rue Port de l'Ancre à Angers) : rap militant avec la K-Bine & E-One (Paris), K-Listo (Metz), West Section & Fantomatic (Angers). 20h00 - Prix libre.

Beaufort : l'usine de champignons massacrée au nom du profit **150 PERSONNES LICENCIÉES**

À la faveur d'un changement de propriétaire, c'est une restructuration sauvage de la filière champignons qui s'opère dans la région, avec fermeture de l'usine de Beaufort-en-Vallée et le licenciement de 150 personnes. Ces travailleuses et travailleurs n'ont pas à payer pour le profit des actionnaires du groupe Bonduelle. Leurs emplois doivent être préservés et l'usine de Beaufort maintenue en service !

Monopoly capitaliste : Butler Capital Partners va, courant avril, céder France-Champignon pour 96 millions d'euros au groupe Bonduelle [1]. Presque banal... Sauf qu'au menu des négociations, est incluse une promesse un peu particulière de Butler : l'annonce préalable de la fermeture de l'usine de Beaufort et le licenciement de 150 personnes ! Bonduelle a en effet déclaré qu'il ne toucherait pas à l'outil de travail... Si c'est pas lui, ce doit donc être son prédécesseur ! L'annonce de cette violence patronale a été faite au comité central d'entreprise de la coopérative du lundi 29 mars : 90 licenciements sont programmés avant l'été ; tout est censé disparaître dans l'année qui suit... Les deux autres sites de France Champignon, à Doué-La-Fontaine et à Thouars seraient quant à eux "modernisés". Doué devrait récupérer une partie de 50 salariés beaufortais survivants (le service R&D) et Bagneux-Saumur une autre.

Comme d'habitude, les porte-parole des actionnaires tentent de justifier l'injustifiable. La "concurrence polonaise" est mise en avant, qui bénéficierait d'une main d'œuvre peu coûteuse. Le coût social et écologique du transport par la route des champignons est évidemment passé sous silence. Et aussi le fait que ce sont le plus souvent les mêmes capitalistes qui exploitent les salariés ici et là-bas... En réalité, le fait même que le groupe Bonduelle rachète France Champignon suffit à en démontrer la rentabilité. Dans cette affaire, il s'agit évidemment pour ce groupe d'augmenter encore plus le profit de ses actionnaires...

Ce n'est pas sur le maire UMP de Beaufort que les salariés devront compter. Pour J.-C. Taugourdeau, les jeux sont faits : « *je suis à la disposition d'Alain Chamla, directeur général de France Champignon [...] Dans la vallée, il y a des métiers que ces personnes (les salariés licenciés !) peuvent exercer dans l'agriculture, le maraîchage et le conditionnement aussi [...] je rencontrerai Christophe Bonduelle (le PDG !) à ce*

propos ». [2] Visiblement, cet édile ne se soucie guère de la défense de l'emploi dans la zone qu'il administre, trop occupé qu'il est à faire des compliments au patronat !

Le NPA49 soutiendra toutes les initiatives des travailleuses et travailleurs de France Champignon pour sauvegarder leurs emplois et leur outil de travail. Non, les salariés ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité capitaliste ! Oui, France Champignon doit vivre à Beaufort !

[1] *Premier producteur-transformateur français de champignons, numéro deux mondial du secteur, France Champignon emploie près de 1.300 salariés. En 2009, cette entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros.*

[2] Cf. *Courrier de l'Ouest* du 31 mars 2010.

Dernière minute : les grévistes de France Champignon, ont finalement obtenu 20 000 euros de prime de licenciement.



Chalonnais : Vaslin-Bücher EN LUTTE POUR LES SALAIRES

À Chalonnais/Loire, les 230 ouvriers de l'entreprise Vaslin-Bücher de pressoirs à vin sont entrés en grève lundi 29 mars afin d'obtenir 3% d'augmentation de salaire. Le site de production a été bloqué et le PDG en tire prétexte pour refuser de négocier... Après une manifestation des salariés en centre-ville, la grève a pris fin sur un accord salarial très insatisfaisant (de l'ordre de 1%).



Jeudi 8 avril, 200 manifestants à l'appel de la CFDT, de la CGT et du collectif « Pas de bébés à la consigne ! » ont exigé devant la préfecture d'Angers un plan d'urgence et le retrait du décret "Petite enfance". Remettant en cause les conditions de travail et celles d'accueil, ce décret vise à réduire les qualifications et à développer la précarité, alors même que les fermetures des petites sections en maternelle vont surcharger les crèches et que nombre de celles-ci sont privées...

www.pasdebebesalaconsigne.com

Les élections régionales, ET APRÈS ?

La première remarque que l'on peut faire à propos de ces élections, c'est la massivité de l'abstention, même si elle a un peu reculé par rapport aux européennes de l'an dernier. Un tel niveau marque incontestablement une défiance vis-à-vis des institutions et des partis parlementaires : puisque notre sort ne change pas, que la droite ou la gauche soit au pouvoir, c'est que le vote ne sert à rien, donc on ne vote plus (sauf à la rigueur aux présidentielles). Bien entendu, une telle attitude, si elle est la marque d'une crise de régime, n'est pas en elle-même forcément porteuse d'espoirs socialistes révolutionnaires : elle peut aussi renforcer l'antiparlementarisme d'extrême-droite...

D'ailleurs, s'il est en recul par rapport aux régionales de 2004, en revanche par rapport aux européennes de l'an dernier, le FN a multiplié par 2 ses voix et récupère partiellement les électeurs que Sarkozy lui avait pris en 2007. La carte du vote d'extrême-droite (FN + Parti de la France) et celle de l'abstention correspondent à celle de la France industrielle... et du chômage de masse.

Ensuite, il est indéniable qu'il y a eu un vote utile en faveur du PS, considéré encore - par ceux qui ont voté à gauche - comme le seul vecteur crédible du refus de la politique de Sarkozy. Ce vote utile a percuté le Modem à sa droite, mais aussi toutes les autres listes de gauche : ainsi, Europe Ecologie s'effrite au profit du PS, tout en restant largement au-dessus de la barre des 10 %. Globalement, le PS a multiplié par 2 ses voix par rapport aux Européennes de 2009, le premier tour de ces élections régionales apparaissant comme une sorte de revanche, de second tour des Européennes... Cela dit, le PS aura du mal à maintenir un minimum de crédibilité comme alternative de gauche à Sarkozy, puisque, sur la question cruciale des retraites, François Hollande vient de contredire le positionnement officiel de la direction de son parti, qui avait dû elle-même recadrer sa propre première secrétaire qui avait déclaré dans un premier temps qu'elle acceptait l'idée de l'allongement de la durée de cotisation... cela au moment même où le chômage des jeunes - et des moins jeunes - s'accroît !

Le Front de Gauche se maintient globalement, malgré la pression du vote « utile » en faveur du PS (l'électorat du PCF est plus âgé, plus stable et plus discipliné). Cependant, dans notre région des Pays-de-la-Loire, où l'alliance Front de Gauche-NPA-Alternatifs-FASE permettait d'espérer - sur le papier - un score d'environ 10 % (en se basant toujours sur les résultats des



Européennes de l'an dernier), nous n'obtenons même pas les 5 % (à quelques dizaines de voix) ce qui nous prive du remboursement des frais de campagne par l'État. En y regardant de plus près, un tel résultat se comprend facilement :

- trois Fédérations du PCF sur 5 (dont deux des plus importantes : Loire-Atlantique et Maine-et-Loire) ont fait campagne pour la liste Auxiette dès le premier tour, et les électeurs traditionnels du PCF ont pu être désorientés par l'utilisation du sigle par les deux listes,

- une partie des adhérents du NPA n'a pas fait campagne du tout, jugeant le profil de la liste « Tous Ensemble la Gauche Vraiment » trop « réformiste ». Le NPA 85 l'a même dénoncée publiquement, du fait de la présence de Bernard Violain, secrétaire fédéral du PC, vice-président sortant du conseil régional, en tête de la section de Vendée (Il faut dire que Bernard Violain a voté jusqu'au mois de février les subventions à l'enseignement supérieur privé proposées par la majorité PS et que nous dénoncions par ailleurs dans notre programme...),

- une partie des adhérents du Parti de Gauche, mécontente du parachutage de Marc Gicquel, adhérent récent de ce parti, comme tête de liste régionale, a choisi également de ne pas participer à la campagne.

Dans les 2 autres régions où le NPA s'était allié au Front de Gauche, il faut distinguer deux cas de figure :

- en Languedoc-Roussillon, la liste à laquelle nous participions n'a pas pu se maintenir au

second tour (tous les concurrents de gauche de Georges Frèche étant éliminés par le « Néron de Septimanie », comme on l'a appelé, qui était soutenu par le gros de l'appareil du PS, mais aussi par une partie du PCF, dont l'ancien ministre Gayssot...)

- en Limousin, en revanche, alors qu'au premier tour la liste FG-NPA faisait moins que le total des européennes (13,13 % contre 16,94 %), l'intransigeance du PS qui a refusé la fusion technique avec (entre autres) le NPA a obligé la liste à se maintenir au second tour, dans le cadre d'une triangulaire où elle a frôlé les 20 % et obtenu 6 élus, dont 2 NPA !

Là où il se présentait seul, les scores du NPA sont globalement divisés par 2 (sauf en Ile-de-France, où Olivier Besancenot était tête de liste) par rapport aux Européennes et reviennent à un niveau inférieur à ceux des listes LO-LCR de 2004. Avec la crise économique, nous pouvions nous attendre à une radicalisation politique. Ce n'est pas le cas, essentiellement, comme aux Européennes, du fait de l'abstention massive du cœur de notre électorat (les jeunes, les ouvriers, les habitants des quartiers populaires), jusqu'à 80 % dans certains bureaux, alors que les quartiers « bourgeois » de centre-ville, comme à Angers, ont voté en proportion inverse. Notre consultation interne de décembre avait vu se dessiner trois tendances : listes NPA seul (position B), alliances avec le Front de Gauche conditionnées par le refus de la participation aux exécutifs (gouvernements) régionaux (position A), alliances non conditionnées (position C). Aucune de ces trois tendances n'ayant été

RÉPONSES À QUELQUES QUESTIONS

majoritaire, les choix d'alliances ou pas ont été renvoyés aux régions, d'où l'impression d'éclatement, d'absence de visibilité nationale du NPA. Deux correctifs toutefois à cette impression : d'une part l'absence de campagne télévisée nationale à la différence des scrutins nationaux (présidentiel, législatif ou européen), et aussi le fait que nous n'avions pas l'habitude de participer seuls à ce genre d'élection (la LCR n'ayant pu le faire que partiellement, faute d'un nombre suffisant de militants, en 1998, et s'étant alliée avec Lutte Ouvrière, en 2004). Visiblement, encore aujourd'hui, nous sommes plus à l'aise pour développer un programme général national que pour combiner ce programme dans un cadre local ou régional, faute d'implantation équivalente à celle des « grands partis », mais cela progresse.

A contrario, Lutte Ouvrière, qui avait fait dès l'automne le choix de listes séparées, reste à un niveau très faible (avec parfois des petites progressions sur les Européennes quand le NPA est dans des cadres d'alliance, comme en Pays-de-la Loire, mais ce n'est pas vrai partout), malgré - c'est le moins que l'on puisse dire - l'absence totale de brouillage de son message, au demeurant très basique (exprimer la colère des travailleurs).

Qu'en conclure ? Tout d'abord, qu'aucune des trois orientations entre lesquelles les militants du NPA s'étaient partagés en décembre n'a été validée par des résultats électoraux (à l'exception du Limousin, mais l'exception ne fait pas la règle). Ensuite, que contrairement aux attentes de beaucoup, au NPA et ailleurs à gauche du PS, il n'y a pas eu de « dynamique unitaire » là où l'union a été conclue. En fait, une partie de la classe que nous souhaitons représenter considère que le PS est encore le meilleur « bouclier électoral » face à la droite, et l'autre ne fait plus confiance au système. Peut-être cette dernière attitude laisse-t-elle entrevoir une possibilité d'explosion sociale, mais rien n'est sûr. Ce qui l'est, par contre, c'est qu'en cas de déclenchement d'un conflit généralisé - sur les retraites, par exemple - ce n'est pas sur un PS adapté majoritairement au capitalisme libéral que les travailleurs pourront compter pour le mener jusqu'au bout, mais sur la gauche radicale. A nous d'en être les meilleurs acteurs, c'est la raison d'être du NPA.



La campagne du NPA pour les élections régionales a été en grande partie percutée par l'affaire de la candidature dans le Vaucluse d'une militante NPA portant un foulard islamique. L'annonce en a été faite par le journal Le Figaro, propriété du militant de gauche bien connu Serge Dassault. Aussitôt les différents médias se sont déchaînés (on a même évoqué une femme en burqa), le PS et le PCF n'ont pas été en reste et ont dénoncé une « initiative » de la direction du NPA pour se refaire une santé électorale par un coup politique... C'est pour rétablir un certain nombre de faits que cet article est écrit.

Tout d'abord, l'acharnement de la gauche parlementaire étonne un peu : on sait en particulier qu'une conseillère déléguée d'Echirolles (mairie PCF en Isère) porte aussi le foulard (sa photo est sur le site de la municipalité), et que le PS est lui aussi concerné. Cela dit, les plus étonnés ont été précisément les militants... et la direction nationale du NPA, qui, contrairement à ce qu'ont colporté les médias, n'ont rien vu venir. En effet, aucun congrès du NPA, aucune instance nationale, n'a eu à discuter d'une telle initiative dans les mois qui ont précédé les élections, ce qui explique les réponses embarrassées d'Olivier Besancenot ou d'autres dirigeants, qui ont refusé - à tort ou à raison - de désavouer les militants du Vaucluse en pleine campagne, et n'ont pas donné leur position sur le fond.

Car depuis la fondation du NPA, les statuts permettent à chaque comité, en toute autonomie, de décider qui il présente aux élections, aux regroupements régionaux d'expérimenter des alliances qui ne seraient pas forcément acceptées par une majorité au niveau national, etc. C'est ainsi qu'après un débat interne au département, la candidature d'Ilham Moussaïd a été validée. Il n'y a donc pas eu de « coup politique » réfléchi du NPA national en tant que tel. Une telle situation, qui a engendré un beau cafouillage, mérite selon moi d'être débattue publiquement dès aujourd'hui (voir le site national pour ceux qui ont internet), ne serait-ce que pour rappeler quelques principes fondamentaux.

Pour commencer, il faut dire que nos détracteurs de droite ou de gauche qui nous attaquent au nom de la **laïcité** feraient mieux de balayer devant leurs propres portes : en effet, ce sont les mêmes qui globalement, du PCF à l'UMP en passant par le PS et il va sans dire les démo-chrétiens du Modem, votent sans sourciller des subventions supra-légales à l'enseignement privé confessionnel (en particulier la Catho dans notre région)... Un des

points forts de la campagne de la liste « Tous ensemble la Gauche Vraiment » a été justement de dénoncer ces pratiques. Mais alors, direz-vous, pourquoi présenter une candidate voilée si vous êtes un « parti laïque » ?

Première confusion : nous sommes effectivement pour la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, parce que nous pensons que la religion est une affaire privée, et que l'Etat n'a pas à subventionner quelque culte religieux que ce soit. Nous nous situons donc dans la tradition des luttes laïques qui ont abouti à la loi - imparfaite et d'ailleurs non appliquée à ce jour en Alsace-Moselle - de 1905, car nous refusons de financer des institutions religieuses, cléricales, dont certaines - l'Eglise catholique entre autres - ont eu plus ou moins partie liée, aux étapes successives de leur histoire, avec le féodalisme, la monarchie, la colonisation, l'antisémitisme, le nazisme, le régime de Vichy, celui de Franco, l'antiféminisme et j'en passe.

Mais laïcité ne signifie pas rejet des militants anticapitalistes qui seraient par ailleurs croyants. Ni la LCR, ni le NPA ne se sont définis comme des partis athées : pour nous en effet, le déterminant fondamental reste celui de la lutte des classes, et nous ne voulons pas exclure a priori de notre lutte révolutionnaire quelqu'un qui par ailleurs croirait en une quelconque divinité. Certes, la plupart d'entre nous sommes matérialistes et nous pensons que c'est l'homme qui a créé différentes sortes de divinités pour expliquer toutes sortes de phénomènes naturels et non l'inverse. Mais justement, nous pensons aussi que c'est dans la lutte commune, la praxis révolutionnaire, que se fera l'unité de la pensée non mystifiée, non aliénée, et de l'action. Notre objectif global, en effet, c'est l'émancipation du genre humain, non seulement de toutes les formes d'exploitation du travail, mais aussi de toutes les oppressions, y compris religieuses.

Cela dit, la situation qui s'est présentée dans le Vaucluse ne relève pas du tout de ce cas de figure. En effet, tout le problème vient du fait que, parmi les camarades qui ont soutenu la candidature d'Ilham Moussaïd, certains ont tendance à la justifier précisément parce qu'elle était musulmane, avec l'idée qu'en mettant en avant son appartenance religieuse, cela faciliterait la pénétration de nos idées dans les quartiers populaires. En réalité, non seulement ils n'ont pas obtenu ce résultat, mais ils ont jeté le trouble parmi les militant-e-s du NPA, même si ce type de candidature n'était pas représentatif de l'ensemble du NPA : une sur 2000, il faut quand même la rappeler.



En effet, en faisant avec insistance la promotion d'une candidate musulmane et voilée, ils se sont mis en contradiction avec un de nos principes fondateurs, un élément fondamental de la lutte pour l'émancipation qu'est le féminisme, c'est-à-dire la lutte pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes : ainsi le fait de porter un foulard en signe de prétendue « soumission à Dieu », en réalité de soumission au pouvoir des hommes sur le corps des femmes, ne saurait être considéré comme un symbole de révolte - sous prétexte d'anticolonialisme ou d'anti-impérialisme - que par des jésuites qui considéreraient que « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ». Un tel raisonnement est aussi subtil que celui qui consisterait à dire que puisque les Talibans s'affrontent à l'OTAN (ou bien le Hamas ou le Hezbollah à Israël), ils seraient des alliés potentiels pour les progressistes...

Il faut dire qu'une telle politique a été mise en œuvre durablement par un courant politique désormais international, mais représenté essentiellement par le SWP (Socialist Workers Party - Parti socialiste des travailleurs) anglais. Ce parti, certes anticapitaliste, n'est pas de filiation trotskyste, contrairement à ce qu'on peut lire parfois : ses dirigeants, issus de l'ancien groupe Socialisme International, estimaient, et estiment toujours, contrairement à Trotsky, que l'URSS était un capitalisme d'État et non un État ouvrier dégénéré. Ils ont construit une sorte de parti-fraction, monolithique, qui a essaimé en France, et dont le dernier avatar a été le groupe SPEB (Socialisme par en-bas), extrêmement minoritaire, dont une partie des militants a intégré difficilement la LCR il y a une demi-douzaine d'années. Pour s'implanter dans les quartiers populaires à majorité musulmane, le SWP anglais a en effet présenté aux élections une femme voilée, la

psychothérapeute Salma Yaqoob, avec un succès relatif (elle a été élue conseillère municipale de Birmingham). De même, en France, SPEB s'est opposé à la campagne de la LCR dénonçant à la foi la loi d'exclusion contre le voile et le voile lui-même. Pour ce courant, les impérialismes occidentaux ayant désigné « l'Islam » comme la nouvelle « force du mal » après la chute de l'URSS et de la plupart des autres dictatures bureaucratiques, les anti-impérialistes conséquents, s'ils veulent soutenir les opprimés de la planète, doivent donner la priorité à la lutte contre ce qu'ils appellent l'islamophobie. Ce n'est donc pas un hasard non plus si Ilham Moussaïd a accordé une interview de trois pages à la revue du SWP anglais.

Une telle vision des choses est complètement manichéenne. Elle s'apparente à l'idéologie typique de la guerre froide qui voulait que l'on « choisisse son camp » : le camp américain ou le camp soviétique. C'était la position du PCF en France : pour lui, dénoncer les camps soviétiques, le goulag, comme l'ont fait les trotskystes et d'autres - dès les années 30, d'ailleurs -, c'était faire le jeu de l'impérialisme. Aujourd'hui, pour montrer sa solidarité avec les peuples du Sud en lutte, il faudrait ménager les courants conservateurs islamiques qui influenceraient une partie des travailleurs des quartiers issus de l'immigration... Un tel positionnement ignore superbement les luttes pour leurs droits que de nombreuses femmes mènent dans les pays à régime islamique. Aussi, refuser dans nos propres rangs de faire du foulard islamique - au nom du relativisme - un symbole progressiste, c'est affirmer concrètement notre solidarité internationaliste avec les femmes afghanes, pakistanaïses, qui luttent contre des forces qui sont parmi les plus rétrogrades de la planète, et aussi notre

soutien aux femmes qui luttent chez nous contre le port du voile !

Au passage, le même type de raisonnement que celui utilisé par ce courant conduirait à accepter dans le parti - c'est de cela qu'il s'agit - des blancs racistes, au prétexte que ces derniers seraient victimes de l'exploitation capitaliste. Or cela n'a jamais été notre politique. Nous avons en effet l'ambition de construire un parti d'avant-garde, qui reflète **le point de vue le plus avancé dans le sens de l'émancipation**, et non un parti opportuniste qui s'accommoderait de diverses idéologies réactionnaires, dont le foulard islamique est un emblème parmi d'autres, pour faire des scores électoraux dans certains quartiers (et encore !). Et n'oublions pas que pendant des dizaines d'années, de la fin du 19^e siècle au milieu du 20^e, une partie du mouvement socialiste s'est accommodée de l'antisémitisme : on sait ce que cela a donné, alors ne recommençons pas les mêmes erreurs, même si le contexte est différent.

Dernier aspect du problème : pour certains il faudrait faire une différence entre présenter une candidate voilée (il ne faut pas le faire car c'est contradictoire avec nos positions féministes) et accepter qu'une simple militante le soit. A mon avis, adopter cette position serait reculer pour mieux sauter : en effet, si nous acceptons une militante voilée dans le parti, au nom de quelle cohérence lui refuserions-nous d'en être la porte-parole ? Il n'y a pas eu à la LCR, et il n'y a pas au NPA, deux sortes de militants, d'un côté ceux qui tractent, collent les affiches, etc., et de l'autre ceux qui dirigent, qui sont porte-parole. A partir du moment où un-e militant-e estime qu'elle/il maîtrise bien l'orientation du Parti, il doit pouvoir, s'il/elle le souhaite, le représenter publiquement, car nous ne reconnaissons à juste titre aucune hiérarchie dans nos statuts et nous souhaitons au contraire la rotation dans les instances, à tous les niveaux. A mon sens, c'est le fait même d'accepter une militante portant le foulard islamique qui aurait dû poser d'emblée problème à nos camarades du NPA- Vaucluse. C'est l'objet du débat qui sera tranché par notre prochain congrès en novembre.

Frédéric Dabouis





www.npa2009.org

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Permanence du NPA 49 à Angers

Samedi 11h - 12h :

En haut de place Imbach

Contacts

Angers
npa49@yahoo.fr

Cholet
cholet.npa@orange.fr

Saumur
npa_saumurois@hotmail.fr

(le site du NPA 49)
npa49.free.fr

(le blog du NPA Cholet)
choletnpa49.unblog.fr

Répondeur/Fax : 02 41 25 19 10

Infirmières de la Fonction Publique Hospitalière : L'UMP VEUT SUPPRIMER LA RETRAITE À 55 ANS !

Jeudi 8 avril, à l'occasion de l'examen de la loi sur le dialogue social, il aura suffi d'une petite heure de débat aux députés de la majorité présidentielle pour voter l'article 30. Cet article entérine la suppression de la reconnaissance de la pénibilité pour les infirmières du secteur public, à savoir un départ anticipé en retraite à partir de 55 ans.

En effet, jusqu'à présent la profession pouvait prétendre à ce droit après avoir effectué au moins 15 ans de sa carrière en « catégorie active », c'est à dire travailler avec des horaires atypiques (matin, soir, nuit). Cette notion disparaît tout simplement.

1 infirmière sur 5 part en invalidité avant 55 ans

Alors que les conditions de travail des infirmières ne cessent de se dégrader: stress, lombalgies, burn out (saturation, épuisement)... Le gouvernement repousse l'âge de départ en retraite!

Cette attaque intervient au moment où R. Bachelot propose à la profession une pseudo reconnaissance statutaire : passage de la catégorie B en catégorie A de la Fonction Publique Hospitalière... mais avec un départ en retraite à 60 ans !

Depuis des années les infirmières et leurs syndicats revendiquent une revalorisation salariale en lien avec leur qualification (plus de 3 années de formation). En 1980 une infirmière en début de carrière gagnait 1,7 fois le SMIC, aujourd'hui seulement 1,2 fois le SMIC.

Fortement mobilisés le 23 mars, infirmier-e-s et agents hospitaliers n'entendent pas se laisser voler leur retraite sans réagir. **Une journée de grève ne suffira pas pour faire plier ce gouvernement, c'est bien d'un grand mouvement interprofessionnel dont les salarié-e-s ont besoin, un grand « tous ensemble », pour imposer nos choix : un droit à la retraite à 60 ans maximum et à 55 ans pour tous les travaux pénibles.**



La taxe carbone supprimée, LA QUESTION DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE RESTE ENTIÈRE.

La taxe carbone fait flop et ne sera pas mise en place au 1er juillet, la défaite aux régionales ayant incité Sarkozy à changer de cap. Contrairement aux allégations gouvernementales, le problème ne réside pas dans l'absence d'une taxe carbone au niveau européen, puisque d'autres pays l'ont déjà mise en place. Mais on peut lire dans cette décision les contradictions de l'écologie à la sauce UMP et constater le poids des lobbies industriels.

Le retrait du projet de taxe carbone est avant tout une bonne nouvelle pour les contribuables et les salariés sur qui elle devait largement reposer, tandis que nombre d'entreprises pouvaient être exonérées. Mais c'est aussi une nouvelle manifestation du frein mis à toute politique environnementaliste.

Le Grenelle de l'environnement avait lancé en grande pompe l'écologie libérale, mais c'est encore trop pour la droite. Au salon de l'agriculture Sarkozy avait annoncé la couleur déclarant à propos des questions d'environnement que ça commençait à bien faire. Quelques semaines plus tôt, Copenhague avait illustré l'incapacité du gouvernement français, autant que celui des autres États européens ou états-unis, à prendre les engagements nécessaires face à la crise climatique. Concurrence et productivisme continuant de régner en maîtres, rien n'a avancé depuis et les négociations internationales sont au point mort.

La taxe carbone retirée, les problèmes restent entiers. Les dernières déclarations de Sarkozy sur la relance industrielle de la France montrent bien qu'aucun changement de cap n'est prévu.

Pourtant, en matière énergétique ou de transports, par exemple, la mise en place de nouveaux services publics pour soustraire les ressources aux appétits des spéculateurs et répondre aux besoins de la population nécessite des plans ambitieux, avec un budget conséquent grâce à la taxation des profits des entreprises, notamment les plus polluantes.

Il reste à construire les mobilisations pour la justice climatique, dont le sommet de Cochabamba (à partir du 19 avril), à l'appel du président bolivien Evo Morales, est une échéance primordiale.

Chaque semaine, LISEZ...

